

SENATO DELLA REPUBBLICA

— X LEGISLATURA —

N. 2766

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli Affari Esteri

(DE MICHELIS)

di concerto col Ministro del Tesoro

(CARLI)

col Ministro dell'Industria, del Commercio e dell'Artigianato

(BATTAGLIA)

e col Ministro del Commercio con l'Estero

(RUGGIERO)

(V. Stampato Camera n. 4804)

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 10 aprile 1991

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 12 aprile 1991*

Adesione della Repubblica italiana allo statuto del Gruppo internazionale di studio sul rame, adottato il 24 febbraio 1989 dalla Conferenza delle Nazioni Unite 1988 sul rame, e sua esecuzione

DISEGNO DI LEGGE
—

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire allo statuto del Gruppo internazionale di studio sul rame, adottato il 24 febbraio 1989 dalla Conferenza delle Nazioni Unite 1988 sul rame.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data allo statuto di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto al punto 22 dello statuto stesso.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in annue lire 48 milioni a decorrere dal 1991, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1991-1993, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1991, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento «Ratifica ed esecuzione di accordi internazionali».

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

STATUTS DU GROUPE D'ETUDE INTERNATIONAL DU CUIVRE

Création

1. Le Groupe d'étude international du cuivre est créé par les présents Statuts pour en mettre en oeuvre les dispositions et en surveiller l'application.

Objectif

2. Accroître la coopération internationale au sujet des problèmes du cuivre, en améliorant l'information disponible sur l'économie internationale du cuivre et en servant de cadre pour des consultations intergouvernementales sur le cuivre.

Définitions

3. a) L'expression "le Groupe" désigne le Groupe d'étude international du cuivre créé par les présents Statuts.

b) Le terme "cuivre" recouvre : les minerais et concentrés de cuivre; le cuivre métal non affiné et affiné, y compris le cuivre secondaire; les alliages du cuivre; les déchets et résidus de cuivre; les articles semi-manufacturés et les autres produits que le Groupe pourra définir.

c) Par "membre" on entend tout Etat ou organisme intergouvernemental visé au paragraphe 5 qui a notifié son acceptation conformément au paragraphe 22.

Fonctions

4. Pour atteindre son objectif, le Groupe s'acquitte des fonctions suivantes :

a) Organiser des consultations et des échanges de renseignements sur l'économie internationale du cuivre;

b) Améliorer les statistiques sur le cuivre;

c) Evaluer régulièrement la situation du marché et les perspectives de l'industrie mondiale du cuivre;

d) Faire des études sur des questions qui l'intéressent;

e) Entreprendre des activités en rapport avec les efforts déployés par d'autres organisations pour développer le marché du cuivre et contribuer à la demande de cuivre;

f) Examiner les difficultés ou problèmes particuliers qui existent ou risquent de surgir dans l'économie internationale du cuivre.

Le Groupe s'acquitte des fonctions décrites ci-dessus sans porter atteinte au droit de chaque membre de gérer tous les aspects de son secteur national du cuivre et sans préjudice de la compétence d'autres organisations internationales dans les domaines relevant de leur mandat.

Composition

5. Peuvent devenir membres du Groupe tous les Etats intéressés par la production ou la consommation de cuivre ou par le commerce international du cuivre et tout organisme intergouvernemental ayant compétence pour la négociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, et en particulier d'accords de produit.

Pouvoirs du Groupe

6. a) Le Groupe exerce tous les pouvoirs et prend ou fait prendre les mesures nécessaires pour mettre en oeuvre les dispositions des présents Statuts et en assurer l'application.

b) Le Groupe n'est pas habilité, directement ou indirectement, à conclure de contrat commercial sur le cuivre ou tout autre produit, ni de contrat portant sur des opérations à terme; il n'est pas non plus habilité à contracter des obligations financières à ces fins.

c) Le Groupe adopte le règlement intérieur qu'il juge nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions, sous réserve des dispositions des présents Statuts, auxquelles ce règlement doit être conforme.

d) Le Groupe n'est pas habilité et ne peut être considéré comme autorisé par ses membres à contracter des engagements en dehors du cadre des présents Statuts ou du règlement intérieur.

Siège

7. Le Groupe a son siège en un lieu choisi par lui sur le territoire d'un Etat membre, à moins qu'il n'en décide autrement. Il négocie avec le gouvernement du pays hôte un accord de siège, conclu aussitôt que possible après l'entrée en vigueur des présents Statuts.

Prise de décisions

8. a) L'autorité suprême du Groupe créé par les présents Statuts est son Assemblée générale.

b) Le Groupe, le Comité permanent visé au paragraphe 9 et les comités et organes subsidiaires qui pourraient être constitués prennent leurs décisions par consensus, sans les mettre aux voix, sauf celles dont les présents Statuts ou le règlement intérieur spécifient qu'elles sont prises à une majorité déterminée des voix.

c) Chaque Etat membre dispose d'une voix.

Comité permanent

9. a) Le Groupe crée un Comité permanent, qui se compose des membres du Groupe ayant exprimé le souhait de prendre part à ses travaux.

b) Le Comité permanent s'acquitte des tâches que le Groupe peut lui confier et rend compte au Groupe des résultats ou des progrès de ses travaux.

Comités et organes subsidiaires

10. Le Groupe peut créer des comités ou d'autres organes subsidiaires, en plus du Comité permanent, aux conditions et selon les modalités arrêtées par lui.

Secrétariat

11. a) Le Groupe dispose d'un secrétariat composé d'un Secrétaire général et du personnel requis.

b) Le Secrétaire général est le plus haut fonctionnaire du Groupe et il est responsable devant lui de la mise en oeuvre et de l'application des dispositions des présents Statuts conformément aux décisions du Groupe.

Coopération avec des tiers

12. a) Le Groupe peut prendre des dispositions pour tenir des consultations ou collaborer avec l'Organisation des Nations Unies, ses organes ou les institutions spécialisées et avec d'autres organismes intergouvernementaux, en tant que de besoin.

b) Le Groupe peut aussi prendre les dispositions qu'il juge appropriées pour établir des relations avec les gouvernements non participants intéressés, avec d'autres organisations internationales non gouvernementales ou avec des organismes du secteur privé, en tant que de besoin.

c) Des observateurs peuvent être invités à assister aux réunions du Groupe ou de ses organes subsidiaires aux conditions et selon les modalités arrêtées par le Groupe ou lesdits organes.

Relations avec le Fonds commun

13. Le Groupe peut demander à être désigné comme organisme international de produit, en vertu du paragraphe 9 de l'article 7 de l'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base, aux fins de parrainer, conformément aux dispositions des présents Statuts, des projets concernant le cuivre qui seront financés par le deuxième compte du Fonds commun. Les décisions concernant le parrainage de tels projets sont normalement prises par consensus. S'il n'est pas possible de parvenir à un consensus, elles sont prises à la majorité des deux tiers des voix. Le Groupe ne doit contracter aucune obligation financière pour ces projets, ni agir en qualité d'agent d'exécution pour l'un quelconque d'entre eux.

Statut juridique

14. a) Le Groupe a la personnalité juridique. Il a en particulier, sous réserve des dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 6 ci-dessus, la capacité de conclure des contrats, d'acquérir et d'aliéner des biens meubles et immeubles et d'ester en justice.

b) Le statut du Groupe sur le territoire du pays hôte sera régi par un accord de siège conclu entre le gouvernement du pays hôte et le Groupe.

Contributions budgétaires

15. a) Chaque membre contribue à un budget annuel qui est approuvé par le Groupe conformément aux dispositions du règlement intérieur. Aux fins du calcul des contributions des membres, 50 % du budget sont répartis entre eux à parts égales; 25 % le sont entre les Etats membres à proportion de la part de chacun dans leurs exportations et leurs importations totales de minerais et concentrés de cuivre, mesurées d'après la teneur en cuivre métallique, et de cuivre non affiné et affiné; et les 25 % restants, à proportion de la part de chaque Etat membre dans un total constitué par les quantités de cuivre extraites ou les quantités de cuivre affiné consommées par chaque Etat membre, le chiffre retenu étant le plus élevé des deux en chaque cas. Ces parts sont calculées sur les trois dernières années civiles pour lesquelles des statistiques sont disponibles.

b) Le Groupe détermine la contribution de chaque membre pour chaque exercice financier dans la monnaie qu'il a retenue à cette fin et conformément aux dispositions du règlement intérieur relatives aux contributions. Chaque membre s'acquitte de sa contribution suivant ses procédures constitutionnelles.

c) En sus des contributions budgétaires, le Groupe peut accepter des dons de sources extérieures.

Statistiques et information

16. a) Le Groupe recueille, collige et communique aux membres les données statistiques sur la production, le commerce, les stocks et la consommation de cuivre, y compris la consommation par marché et par branche d'utilisation finale, qu'il juge nécessaires à la bonne application des présents Statuts, ainsi que les renseignements visés à l'alinéa b) ci-dessous.

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

b) Le Groupe prend les dispositions qu'il juge nécessaires pour permettre l'échange de renseignements avec les gouvernements non participants intéressés et avec les organisations non gouvernementales et organismes intergouvernementaux appropriés, afin d'éviter le chevauchement des travaux et de pouvoir obtenir des données récentes, fiables et complètes sur la production, la consommation, les stocks, le commerce international et les prix publiés et internationalement reconnus du cuivre, sur la technologie et les activités de recherche-développement concernant le cuivre, ainsi que sur d'autres facteurs qui influencent la demande et l'offre du cuivre.

c) Le Groupe s'efforce de veiller à ce que les renseignements qu'il publie ne portent pas atteinte au caractère confidentiel des opérations des gouvernements ou des activités de personnes ou d'entreprises qui produisent, traitent, commercialisent ou consomment du cuivre.

Evaluation annuelle et rapports

17. a) Chaque année, le Groupe procède à une évaluation de la situation mondiale dans le secteur du cuivre et des questions connexes, compte tenu de renseignements fournis par les membres et d'informations complémentaires provenant de toutes autres sources appropriées. Cette évaluation annuelle comprend un examen de la capacité de production du cuivre qui est escomptée pour les années futures et une étude des perspectives en ce qui concerne la production, la consommation et le commerce de cuivre pour l'année civile suivante, en vue d'aider les membres à apprécier chacun de leur côté l'évolution de l'économie internationale du cuivre.

b) Le Groupe établit un rapport rendant compte des résultats de l'évaluation annuelle et le distribue aux membres. Si le Groupe le juge approprié, ce rapport ainsi que les autres rapports et études distribués aux membres peuvent être mis à la disposition d'autres parties intéressées conformément au règlement intérieur.

Développement du marché

18. a) Le Groupe organise des discussions entre les membres et entre les membres et des tiers, tels que les organismes de recherche sur le cuivre et de développement du marché, concernant les moyens d'accroître la demande de cuivre et de développer le marché du cuivre. A l'intérieur de ce cadre, les études effectuées par le Groupe en faveur du développement du marché sont diffusées auprès des organismes compétents pour qu'ils puissent s'en servir pour établir des propositions de projets relatifs au développement du marché devant être soumises au Groupe pour examen. L'exécution des projets incombe aux organismes de développement du marché. Le Groupe peut sélectionner et parrainer des projets destinés à être financés par l'intermédiaire du deuxième compte du Fonds commun.

b) Le Groupe s'emploie à faciliter la coordination entre les organismes de développement du marché et à appuyer l'extension des activités de développement du marché.

Etudes

19. a) Le Groupe établit ou fait établir les études spéciales qu'il peut juger appropriées au sujet de l'économie internationale du cuivre.

b) Les études en question peuvent contenir des recommandations générales ou des suggestions adressées au Groupe, mais ces recommandations ou suggestions ne doivent pas porter atteinte au droit de chaque membre de gérer tous les aspects de son secteur national du cuivre et doivent être faites sans préjudice de la compétence d'autres organisations internationales dans les domaines relevant de leur mandat.

Obligations des membres

20. Les membres s'emploient de leur mieux à coopérer entre eux et à promouvoir la réalisation des objectifs du Groupe, notamment en communiquant les données visées à l'alinéa a) du paragraphe 16.

Amendement

21. Les présents Statuts ne pourront être modifiés que par consensus du Groupe.

Entrée en vigueur

22. a) Les présents Statuts entreront en vigueur à titre définitif lorsque des Etats représentant ensemble 80 % au moins du commerce du cuivre, ainsi qu'il est indiqué dans l'annexe aux présents Statuts, auront notifié au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ci-après dénommé "le dépositaire"), conformément aux dispositions de l'alinéa c) ci-dessous, leur acceptation définitive des présents Statuts.

b) Les présents Statuts entreront en vigueur à titre provisoire lorsque des Etats représentant ensemble 60 % au moins du commerce du cuivre, ainsi qu'il est indiqué dans l'annexe aux présents Statuts, auront notifié au dépositaire, conformément aux dispositions de l'alinéa c) ci-dessous, leur acceptation provisoire ou définitive des présents Statuts.

c) Tout Etat ou organisme intergouvernemental visé au paragraphe 5 qui désire devenir membre du Groupe notifie au dépositaire son acceptation des présents Statuts, soit à titre provisoire, en attendant l'aboutissement de ses procédures internes, soit à titre définitif. Tout Etat ou organisme intergouvernemental qui a notifié son acceptation provisoire des présents Statuts s'efforce de mener ses procédures à terme dans les 36 mois suivant la date d'entrée en vigueur desdits Statuts, ou la date de sa notification, si elle est postérieure, et en fait notification au dépositaire. Si un Etat ou un organisme intergouvernemental n'est pas en mesure de mener à bien ses procédures dans le délai susmentionné, le Groupe peut lui accorder une prorogation dudit délai.

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

d) Si les conditions d'entrée en vigueur des présents Statuts n'ont pas été remplies au 30 juin 1990, le dépositaire invite les Etats et les organismes intergouvernementaux qui ont notifié leur acceptation provisoire ou définitive des présents Statuts à décider de les mettre en vigueur ou non entre eux à titre provisoire ou définitif.

e) Lors de l'entrée en vigueur des présents Statuts, le dépositaire convoque une réunion inaugurale du Groupe à une date aussi rapprochée que possible. Les membres en sont avisés au moins un mois, si possible, à l'avance.

Retrait

23. a) Un membre peut se retirer du Groupe à tout moment en notifiant son retrait par écrit au dépositaire et au Secrétaire général du Groupe.

b) Le retrait se fait sans préjudice de tout engagement financier déjà pris par le membre qui se retire et ne lui donne aucun droit à une réduction de sa contribution pour l'année où a lieu le retrait.

c) Le retrait prend effet 60 jours après que le dépositaire en a reçu notification.

d) Le Secrétaire général du Groupe informe rapidement chaque membre de toute notification reçue en vertu du présent paragraphe.

Extinction

24. a) Le Groupe peut décider à tout moment, par un vote à la majorité des deux tiers des Etats membres, de mettre fin aux présents Statuts. Cette décision prend effet à la date fixée par le Groupe.

b) En dépit de l'extinction des présents Statuts, le Groupe sera maintenu le temps nécessaire pour assurer sa liquidation, y compris l'apurement des comptes.

Réserves

25. Aucune réserve ne peut être apportée à une disposition quelconque des présents Statuts.

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Annexe

COMMERCE DU CUIVRE a/

	<u>Expor- tations</u> (en milliers de tonnes)	<u>Impor- tations</u> (en milliers de tonnes)	<u>Commerce total</u> (en milliers de tonnes)	<u>Part</u> (en pourcentage)
Allemagne, République fédérale d'	70.7	713.0	783.7	7.34
Australie	150.7	-	150.7	1.41
Autriche	24.2	13.3	37.5	0.35
Belgique-Luxembourg	222.6	430.9	653.5	6.12
Bolivie	1.0	-	1.0	0.01
Brésil	2.3	153.8	156.1	1.46
Bulgarie	1.0	2.0	3.0	0.03
Canada	635.1	78.7	713.8	6.69
Chili	1 308.0	-	1 308.0	12.26
Chine	7.0	358.9	365.9	3.43
Cuba	2.7	6.5	9.2	0.09
Danemark	2.5	1.8	4.3	0.04
Espagne	86.4	97.0	183.4	1.72
Etats-Unis d'Amérique	187.9	529.1	717.0	6.72
Finlande	21.9	54.5	76.4	0.72
France	15.1	358.7	373.8	3.50
Grèce	-	23.7	23.7	0.22
Hongrie	-	34.0	34.0	0.32
Inde	-	64.6	64.6	0.61
Indonésie	90.4	17.4	107.8	1.01
Iran (République islamique d')	41.7	-	41.7	0.39
Irlande	0.9	0.2	1.1	0.01
Italie	13.1	355.7	368.8	3.46
Japon	55.4	1 217.1	1 272.5	11.92
Madagascar	-	-	-	-
Mexique	122.0	5.0	127.0	1.19
Norvège	53.5	12.0	65.5	0.61
Panama	-	-	-	-

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

	<u>Expor- tations</u> (en milliers de tonnes)	<u>Impor- tations</u> (en milliers de tonnes)	<u>Commerce total</u> (en milliers de tonnes)	<u>Part</u> (en pourcentage)
Papouasie-Nouvelle-Guinée	171.5	-	171.5	1.61
Pays-Bas	7.6	23.1	30.7	0.29
Pérou	343.4	-	343.4	3.22
Philippines	217.1	-	217.1	2.03
Pologne	177.1	18.4	195.5	1.83
Portugal	3.1	16.7	19.8	0.19
République de Corée	4.2	177.9	182.1	1.71
République démocratique allemande	13.5	62.5	76.0	0.71
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	32.1	324.5	356.6	3.34
Suede	81.6	81.9	163.5	1.53
Thaïlande	-	17.6	17.6	0.16
Turquie	-	46.3	46.3	0.43
Union des Républiques socialistes soviétiques	103.3	23.6	126.9	1.19
Yougoslavie	16.5	34.5	51.0	0.48
Zaire	508.4	-	508.4	4.76
Zambie	500.5	20.0	520.5	4.88
TOTAL	5 296.0	5 374.9	10 670.9	100.00
	*****	*****	*****	*****

a/ Moyenne annuelle pour la période 1984-1986 des importations et des exportations de minerais et de concentrés, mesurées d'après la teneur en cuivre métallique, et de cuivre affiné et non affiné pour les pays qui ont participé à la Conférence des Nations Unies sur le cuivre, 1988.

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Terms of Reference of the International Copper Study Group, as adopted on 24 February 1989 by the United Nations Conference on Copper, 1988. The original of the Terms of Reference is deposited with the Secretary-General of the United Nations in accordance with paragraph 22 (c) of the Terms of Reference, the texts of which are equally authentic in Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish, in accordance with paragraph 1 of the Resolution by which the Conference adopted the Terms of Reference.

For the Secretary-General,
The Legal Counsel:

Je certifie que le texte qui précède est la copie conforme des Statuts du Groupe d'étude international du cuivre, adoptés le 24 février 1989 par la Conférence des Nations Unies sur le cuivre, 1988. L'original des Statuts est déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies, conformément au paragraphe 22 c) desdits Statuts dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe sont également authentiques, conformément au paragraphe 1 de la Résolution par laquelle la Conférence a adopté les Statuts.

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique :


Carl-August Fleischhauer

United Nations, New York
22 May 1989

Organisation des Nations Unies, New York
le 22 mai 1989

Traduzione non ufficiale

STATUTO DEL GRUPPO INTERNAZIONALE DI STUDIO SUL RAME

=====

Istituzione

1. Con il presente Statuto è istituito il Gruppo di Studio Internazionale sul Rame onde attuare le norme di detto Statuto e vigilare sulla loro applicazione.

Scopo

2. Rafforzare la cooperazione internazionale per quanto riguarda i problemi attinenti al rame, migliorando le informazioni disponibili relative all'economia internazionale del rame e fungendo altresì da istanza per consultazioni intergovernative sul rame.

Definizioni

3. a) Il termine "il Gruppo" indica il Gruppo di studio internazionale sul rame istituito con il presente Statuto.

b) Il termine "rame" include: i minerali ed i concentrati di rame; il rame metallo non raffinato e raffinato, compreso il rame secondario; le leghe di rame; i rottami, le scorie ed i residui di rame; i prodotti semi-manufatti ed ogni altro prodotto di rame che il Gruppo potrà determinare.

c) Per "membro" si intende ogni Stato od organismo intergovernativo di cui al paragrafo 5 che ha notificato la sua accettazione in conformità con il paragrafo 22.

Funzioni

4. Al fine di conseguire il suo obiettivo, il Gruppo avrà le seguenti funzioni:

a) organizzare consultazioni e scambi di informazioni concernenti l'economia internazionale del rame;

b) migliorare le statistiche relative al rame;

c) valutare regolarmente la situazione del mercato e le prospettive dell'industria mondiale del rame;

d) svolgere studi sulle questioni che interessano il Gruppo;

e) intraprendere attività in corrispondenza con gli sforzi spiegati da altri organismi per sviluppare il mercato del rame e contribuire alla domanda di rame;

f) esaminare le particolari difficoltà o problemi che esistono, o che sono suscettibili di sorgere nella economia internazionale del rame.

Il Gruppo svolge le funzioni di cui sopra senza pregiudicare il diritto di ciascun membro di amministrare il proprio settore nazionale del rame in tutti i suoi aspetti, e senza pregiudicare la competenza di altre organizzazioni internazionali nei settori inclusi nel loro mandato.

Composizione

5. Possono divenire membri del Gruppo tutti gli Stati interessati alla produzione o al consumo di rame o al commercio internazionale di rame, nonché ogni organismo intergovernativo avente competenza in materia di negoziazione, di conclusione e di applicazione di accordi internazionali, in particolare di accordi relativi ai prodotti.

Poteri del Gruppo

6. a) Il Gruppo esercita tutti i poteri ed adotta o fa adottare le misure che possono essere necessarie ai fini dell'attuazione delle norme del presente Statuto e dell'accertamento della loro applicazione.

b) Il Gruppo non è abilitato, né direttamente, né indirettamente, a stipulare contratti con merciali aventi come oggetto il rame o ogni altro prodotto, oppure contratti per operazioni a termine; non è neppure abilitato a contrarre a tali fini obblighi finanziari.

c) Il Gruppo adotta il regolamento interno che esso ritiene necessario per l'adempimento delle sue funzioni, sotto riserva delle disposizioni del presente Statuto alle quali questo Regolamento deve attenersi.

d) Il Gruppo non ha facoltà, e non può essere considerato come autorizzato dai suoi membri, a stipulare impegni al di fuori dell'ambito del presente Statuto o del suo Regolamento interno.

Sede

7. La sede del Gruppo sarà situata in un luogo da esso selezionato sul territorio di uno Stato membro, a meno che il Gruppo stesso non decida diversamente. Il Gruppo negozia con il Governo del paese di accoglienza un Accordo di sede, che sarà stipulato il prima possibile dopo l'entrata in vigore dei presenti Statuti.

Meccanismo decisionale

8. a) L'autorità suprema del Gruppo istituito dal presente Statuto è l'Assemblea Generale.

b) Il Gruppo, il Comitato permanente di cui al paragrafo 9 ed ogni altro comitato ed organo sussidiario eventualmente istituito adotteranno le loro decisioni mediante consenso, senza votazione, ad eccezione di quelle decisioni per le quali è specificato nello Statuto o nel regolamento interno che esse richiedono una determinata maggioranza di voti.

c) Ciascun Stato membro dispone di un voto.

Comitato Permanente

9. a) Il Gruppo istituisce un Comitato permanente, composto dai membri del Gruppo che hanno espresso il loro desiderio di partecipare ai suoi lavori.

b) Il Comitato permanente svolge gli incarichi che gli vengono eventualmente assegnati dal Gruppo e fornisce al Gruppo un resoconto dei risultati o dell'avanzamento dei suoi lavori.

Comitati ed organi sussidiari

10. Il Gruppo può istituire comitati oppure altri organi sussidiari oltre al Comitato permanente, alle condizioni ed in base alle modalità che esso avrà determinato.

Segretariato

11. a) Il Gruppo dispone di un Segretariato composto da un Segretario Generale e dal personale necessario.

b) Il Segretario generale è il funzionario di grado più elevato del Gruppo, ed è responsabile davanti ad esso per quanto riguarda l'attuazione e l'applicazione delle norme del presente Statuto conformemente alle decisioni del Gruppo.

Cooperazione con terzi

12. a) Il Gruppo può adottare disposizioni concernenti lo svolgimento di consultazioni, oppure collaborare con l'Organizzazione delle Nazioni Unite, con i suoi organi o con le sue Istituzioni specializzate e con altri organismi intergovernativi, a seconda delle necessità.

b) Il Gruppo può altresì adottare le disposizioni che ritiene appropriate per stabilire relazioni con i governi non partecipanti interessati, con altre organizzazioni internazionali non governative, o con organismi del settore privato, a seconda delle necessità.

c) Possono essere invitati osservatori ad assistere alle riunioni del Gruppo o dei suoi organi sussidiari alle condizioni ed in base alle modalità stabilite dal Gruppo o da detti organi.

Relazioni con il Fondo Comune.

13. Il Gruppo può chiedere di essere designato come organismo internazionale di prodotti di base (ICB) ai sensi del par.9 dell'Articolo 7 dell'Accordo che istituisce il Fondo Comune per i prodotti di base, al fine di patrocinare, in conformità con le disposizioni del presente Statuto, i progetti relativi al rame che saranno finanziati mediante il Secondo Conto del Fondo Comune. Le decisioni relative al patrocinio di tali progetti sono di regola adottate per consenso. Se non è possibile ottenere un consenso, le decisioni saranno adottate alla maggioranza dei due terzi dei voti. Il Gruppo non può contrarre alcun obbligo finanziario per tali progetti, né agire in qualità di agente esecutivo per uno qualunque di essi.

Statuto giuridico.

14. a) Il Gruppo ha personalità giuridica. In particolare, sotto riserva delle disposizioni del capoverso b) del paragrafo 6 di cui sopra, esso ha facoltà di stipulare contratti, di acquistare e di alienare beni mobili ed immobili e di stare in giudizio.

b) Lo Statuto del Gruppo nel territorio del paese di accoglienza sarà soggetto ad un Accordo di Sede concluso tra il Governo del paese di accoglienza ed il Gruppo.

Contributi di bilancio

15. a) Ciascun membro contribuisce ad un bilancio annuale approvato dal Gruppo in conformità con le disposizioni del Regolamento interno. Ai fini del computo dei contributi dei membri, il 50% del bilancio sarà ripartito tra di loro in parti uguali; il 25% sarà ripartito tra gli Stati membri proporzionalmente alla quota di ciascuno di essi in importazioni ed esportazioni totali di minerali e di concentrati di rame, calcolate in base al tenore di rame metallico e di rame non raffinato e raffinato; ed il rimanente 25% sarà ripartito proporzionalmente tra gli Stati membri, secondo la quota di ciascuno di essi in un totale formato dal quantitativo di rame estratto o dal quantitativo di rame raffinato consumato da ciascun Stato, con preferenza per la cifra più elevata. Il computo di queste quote sarà basato sugli ultimi tre anni solari per i quali siano disponibili statistiche.

b) Il Gruppo determinerà il contributo di ciascun membro per ogni esercizio finanziario in una valuta che sarà stabilita dal Gruppo ed in conformità con le disposizioni relative ai contributi specificate nel regolamento interno. Il pagamento del contributo da parte di ogni membro sarà effettuato in conformità con le sue procedure costituzionali.

c) Oltre ai contributi al bilancio, il Gruppo può accettare donazioni da fonti esterne.

Statistiche ed informazioni

16. a) Il Gruppo raccoglie, collaziona e comunica ai membri i dati statistici relativi alla produzione, al commercio, agli stocks ed al consumo di rame compreso il consumo dei mercati specifici e dei settori di utilizzazione finale, che esso riterrà necessari per una buona applicazione di questo Statuto, nonché le informazioni di cui al capoverso b) in appresso.

b) Il Gruppo adotta le disposizioni che ritiene necessarie al fine di agevolare uno scambio di informazioni con i Governi non partecipanti interessati e con le Organizzazioni non governative e con gli organismi intergovernativi adeguati, al fine di evitare una sovrapposizione di lavori e di poter ottenere dati recenti, affidabili e completi sulla produzione, il consumo, gli stocks, il commercio internazionale ed i prezzi del rame pubblicati e riconosciuti a livello internazionale, sulla tecnologia e le attività di ricerca-sviluppo relative al rame, nonché su altri fattori che incidono sulla domanda e sulla offerta del rame.

c) Il Gruppo si sforza di vigilare affinché le informazioni da esso pubblicate non pregiudichino la natura riservata delle operazioni dei Governi oppure delle attività di persone o imprese che producono, trattano, commercializzano o consumano il rame.

Valutazione annua e rapporti

17. a) Ogni anno, il Gruppo procede ad una valutazione della situazione mondiale per quanto riguarda il settore del rame ed i problemi ad esso connessi, in considerazione delle informazioni fornite dai membri e di informazioni complementari provenienti da ogni altra fonte appropriata. Tale valutazione annua include un esame della capacità di produzione di rame prevista per gli anni futuri, nonché uno studio delle prospettive relative alla produzione, al consumo ed al commercio di rame per l'anno solare susseguente, al fine di assistere i membri nella loro singola valutazione dell'economia internazionale del rame.

b) Il Gruppo prepara un rapporto di rendiconto concernente i risultati della valutazione annuale e lo distribuisce ai membri. Se il Gruppo lo ritiene appropriato, questo rapporto, nonché gli altri rapporti e studi distribuiti ai membri possono essere messi a disposizione di altre Parti interessate, in conformità con il regolamento interno.

Sviluppo del mercato

18.a) Il Gruppo organizza dibattiti tra i membri e tra i membri e terzi - come organismi di ricerca sul rame e di sviluppo di mercato - concernenti i mezzi atti ad incrementare la domanda di rame ed a sviluppare il mercato del rame. In tale ambito gli studi svolti dal Gruppo in vista di agevolare lo sviluppo del mercato saranno comunicati agli organismi competenti affinché questi ultimi possano avvalersene e formulare proposte di progetti concernenti lo sviluppo del mercato, da sottoporre al Gruppo per esame.

La realizzazione dei progetti spetta agli organismi di sviluppo del mercato. Il Gruppo può selezionare e patrocinare progetti destinati ad essere finanziati tramite il Secondo Conto del Fondo Comune.

b) Il Gruppo si adopera per agevolare il coordinamento tra gli organismi di sviluppo del mercato ed appoggiare l'ampliamento delle attività di sviluppo del mercato.

Studi

19. a) Il Gruppo prepara o fa preparare gli studi speciali che potrà ritenere appropriati sull'economia internazionale del rame.

b) Gli studi in questione possono contenere raccomandazioni di natura generale oppure suggerimenti destinati al Gruppo, senza che tali raccomandazioni o suggerimenti pregiudichino il diritto di ciascun membro di gestire il proprio settore nazionale del rame in tutti i suoi aspetti; esse non debbono neanche pregiudicare la competenza di altre organizzazioni internazionali nei settori inclusi nel loro mandato.

Obblighi dei membri

20. I membri si adoperano come meglio possono a cooperare tra di loro ed a promuovere la realizzazione degli obiettivi del Gruppo, in particolare comunicando i dati di cui al capoverso a) del paragrafo 16.

Emendamenti

21. Tale Statuto potrà essere modificato solo con il consenso del Gruppo:

Entrata in vigore

22.a) Il presente Statuto entrerà in vigore a titolo definitivo quando degli Stati, che rappresentino insieme almeno l'80% del commercio del rame, così come indicato nell'Annesso al presente Statuto, avranno notificato al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite (in appresso denominata "il depositario"), in conformità con le disposizioni del capoverso c) in appresso, la loro accettazione definitiva del presente Statuto.

b) Il presente Statuto entrerà in vigore a titolo provvisorio quando degli Stati, che insieme rappresentino almeno il 60% del commercio del rame, così

come indicato nell'Annesso al presente Statuto, avranno notificato al depositario, in conformità con le disposizioni del capoverso c) in appresso, la loro accettazione provvisoria o definitiva di questo Statuto.

c) Ogni Stato o organismo intergovernativo di cui al paragrafo 5 che desidera divenire membro del Gruppo notifica al depositario la sua accettazione del presente Statuto, sia a titolo provvisorio, in attesa dell'adempimento delle sue procedure interne, sia a titolo definitivo. Ogni Stato o organismo intergovernativo che ha notificato la sua accettazione provvisoria di questo Statuto si sforza di portare a termine le sue procedure entro i 36 mesi successivi alla data di entrata in vigore di detto Statuto, oppure alla data della sua notifica, se questa è posteriore e lo notifica al depositario. Qualora uno Stato oppure un organismo intergovernativo non siano in grado di completare le procedure entro il termine summenzionato, il Gruppo può accordare una proroga del termine.

d) Se le condizioni di entrata in vigore del presente Statuto non sono soddisfatte per il 30 giugno 1990, il depositario invita gli Stati e gli organismi intergovernativi che hanno notificato la loro accettazione provvisoria oppure definitiva del presente Statuto a prendere una decisione per quanto concerne la sua entrata o meno in vigore tra di loro a titolo provvisorio oppure definitivo.

e) Il Depositario, all'atto dell'entrata in vigore del presente Statuto, convoca una riunione inaugurale del Gruppo per la data più ravvicinata possibile. I membri ne sono avvisati con almeno un mese di anticipo, se possibile.

Ritiro

23. a) Un membro può ritirarsi dal Gruppo in ogni tempo, notificando il suo ritiro per iscritto al Depositario ed al Segretario Generale del Gruppo.

b) Il ritiro non pregiudica qualunque impegno finanziario già contratto dal membro che si ritira e non gli dà alcun diritto ad una riduzione della quota di contributo per l'anno in cui avviene il ritiro.

c) Il ritiro ha effetto 60 giorni dopo che il depositario ne abbia ricevuto notifica.

d) Il Segretario generale del Gruppo informa sollecitamente ciascun membro di ogni notifica ricevuta ai sensi del presente paragrafo.

Cessazione

24. a) Il Gruppo può decidere in ogni tempo, con un voto a maggioranza dei due terzi degli Stati membri, di porre fine al presente Statuto. Questa decisione ha effetto alla data stabilita dal Gruppo.

b) Nonostante la cessazione del presente Statuto, il Gruppo sarà mantenuto per il tempo necessario ad effettuare la sua liquidazione, compresa la quadratura dei conti.

Riserve

25. Nessuna riserva può essere apposta ad una qualsiasi delle disposizioni del presente Statuto.

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Accesso

COMMERCIO DEL RAME g/

	Esporta- zioni	Impor- tazioni	Commercio totale	Quota (in percentua)
	(in migliaia di tonnellate)			
Australia	150.7	-	150.7	1.41
Austria	24.2	13.3	37.5	0.35
Belgio-Lussemburgo	222.6	430.9	653.5	6.12
Bolivia	1.0	-	1.0	0.01
Brasile	2.3	153.8	156.1	1.46
Bulgaria	1.0	2.0	3.0	0.03
Canada	635.1	78.7	713.8	6.69
Cile	1 308.0	-	1 308.0	12.26
Cina	7.0	358.9	365.9	3.43
Cuba	2.7	6.5	9.2	0.09
Danimarca	2.5	1.8	4.3	0.04
Filippine	217.1	-	217.1	2.03
Finlandia	21.9	54.5	76.4	0.72
Francia	15.1	358.7	373.8	3.50
Giappone	55.4	1 217.1	1 272.5	11.92
Germania, Repubblica Federale di	70.7	713.0	783.7	7.34
Grecia	-	23.7	23.7	0.22
India	-	64.6	64.6	0.61
Indonesia	90.4	17.4	107.8	1.01
Iran (Repubblica Islamica di)	41.7	-	41.7	0.39
Italia	13.1	355.7	368.8	3.46
Iugoslavia	16.5	34.5	51.0	0.48
Madagascar	-	-	-	-
Messico	122.0	5.0	127.0	1.19
Norvege	53.5	12.0	65.5	0.61
Panama	-	-	-	-

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

	<u>Esportazioni</u>	<u>Importazioni</u>	<u>Commercio totale</u>	<u>Quota</u> (in percentuale)
	(in migliaia di tonnellate)			
Papuasias-Nuova Guinea	171.5	-	171.5	1.61
Paesi Bassi	7.6	23.1	30.7	0.29
Peru	343.4	-	343.4	3.22
Polonia	177.1	18.4	195.5	1.83
Portogallo	3.1	16.7	19.8	0.19
Repubblica di Corea	4.2	177.9	182.1	1.71
Repubblica Democratica di Germania	13.5	62.5	76.0	0.71
Regno Unito di Gran-Bretagna e d'Irlanda del Nord	32.1	324.5	356.6	3.34
Spagna	86.4	97.0	183.4	1.72
Stati Uniti d'America	187.9	529.1	717.0	6.72
Svezia	81.6	81.9	163.5	1.53
Tailandia	-	17.6	17.6	0.16
Turchia	-	46.3	46.3	0.43
Ungheria	-	34.0	34.0	0.32
Unione delle Repubbliche socialiste Sovietiche	103.3	23.6	126.9	1.19
Zaire	508.4	-	508.4	4.76
Zambia	500.5	20.0	520.5	4.88
	<u>5 296.0</u>	<u>5 374.9</u>	<u>10 670.9</u>	<u>100.000</u>
TOTALE	=====	=====	=====	=====

g/ Media annuale per il periodo 1984 delle importazioni e delle esportazioni di minerale e di concentrati misurate in base al tenore di rame metallico, e di rame raffinato e non raffinato, relativa ai paesi che hanno partecipato alla Conferenza delle Nazioni Unite sul Rame, 1988.

Certifico che il testo precedente è la copia conforme dello Statuto del Gruppo di Studio internazionale del rame, adottato il 24 febbraio 1989 dalla Conferenza delle Nazioni Unite sul rame, 1988.

L'originale dello Statuto è depositato presso il Segretario generale delle Nazioni Unite, in conformità con il paragrafo 22 c) di detto Statuto i cui testi in lingua araba, cinese, francese, inglese, spagnola e russa sono parimenti autentici, in conformità con il paragrafo 1 della Risoluzione con la quale la Conferenza ha adottato lo Statuto.

Per il Segretario generale,

Il Consigliere legale:

Carl-August Fleischauer

Nazioni Unite, New York
22 Maggio 1989

Organizzazione delle Nazioni Unite,
New York - 22 maggio 1989